

pour les ultramontains il est impossible d'être bon-catholique et libéral en politique. Oh! ne vous en défendez pas; tous les organes cléricaux du Canada et autres lieux l'ont trompé à satiété et sur tous les tons, si vous voulez être sincèrement libérale, vous êtes donc bien convaincue d'hérésie vous-même, et, après avoir été conspué dans ce monde, vous serez damnée sans rémission dans l'autre, sachez-le bien.

Quand on veut construire un édifice, on ne commence point par le grenier, que nous sachions; or, c'est ce que vous prétendez faire. Vous n'aurez jamais réformes sérieuses dans l'administration et dans l'éducation publique, tant que le pouvoir sera aux mains du clergé et de ses adhérents. On ne guérit point un cholérique avec de la graisse de niais ou du baume tranquille. Aux grands maux les grands remèdes. La province de Québec est gravement malade et l'on n'obtiendra sa guérison qu'en faisant rentrer le clergé dans les bornes de son pouvoir spirituel. A quel résultat arriverez-vous avec vos demandes de réformes au sucre candid? à rien. S'il vous plaît de vous noyer dans une pouade insipide comme la prose du *Franc-Parleur*, nous ne sommes point obligés de vous suivre dans cette voie lamentable et ridicule qui ne peut aboutir qu'à une complète impuissance. Vous nous accusez de vouloir appartenir au parti réformiste malgré lui, détrompez-vous! nous nous sentirions fort peu honorés de nous trainer à la remorque de vos principes contradictoires et nous sommes incapable de digérer l'indigeste salado de libéralisme et de cléricisme qui fait votre pâture ordinaire. Nous nous glorifions à juste titre d'être à l'avant garde du progrès, nous déployons haut et fier un drapeau qui ne salua jamais le votre, nous ne nous soucions point de ressembler comme vous à une pendule oscillant de droit à gauche sans jamais se fixer. Vous prétendez que nous sommes anti-canadiens, serions-nous devenus Chinois par aventure, sans nous en douter? Nous croyons être *Canadiens-Français* autant que vous, et plus nous lisons vos pitoyables tartines, plus nous nous pénétrons de cette vérité profonde, c'est précisément parce que nous aimons ce pays plus que vous, que nous voudrions le voir prendre au soleil de la civilisation la place qui lui est due, et qu'il n'obtiendra qu'à la condition de repousser l'influence funeste et moribide d'une caste qui, non contente de posséder les clefs du ciel, voudrait encore posséder celles de tous les empires et de tous les coffres forts parsemés sur cette terre de douleurs. Oui, les réformistes de votre espèce, nous les considérons comme les esclaves, comme les valets du clergé; s'il en était autrement, il vous eût déjà signalés à l'animadversion des fidèles; car, celui qui ne se livre pas à lui pieds et poing liés est considéré comme une brebis galeuse, car celui qui ne veut pas abdiquer sous son joug toute indépendance d'idée est un apostat, car enfin celui qui n'est pas le complice du clergé en toutes choses et jusque dans ses erreurs, est contre lui.

F. KASTNER.

LA "MINERVE" ET LES INSPECTEURS D'ÉCOLES

La croisade entreprise par le *Réveil* et l'abbé Chandonnet en faveur d'un meilleur système d'éducation primaire—chose qui n'a jamais existé que de nom en ce pays—a déjà porté ses fruits. Témoin, ce qui vient de se passer au Parlement de Québec.

On sait que M. Joly, le chef de l'opposition, a pro-

posé, la semaine dernière, un amendement à la motion faite par le gouvernement de Boucherville pour augmenter le traitement des inspecteurs d'écoles.

Cet amendement, il est vrai, a été perdu, mais l'opposition, sur cette question, a réuni 22 voix, elle, qui d'ordinaire, n'avait coutume, sur les votes importants, que d'en rallier une douzaine ou une quinzaine. Ce vote a eu pour bon effet, on le comprend, de porter la vitale question de l'éducation, de la presse où elle avait été exclusivement traitée jusqu'à présent, devant la législature qui a été obligée et sera désormais obligée de s'en occuper, car, il est facile de prévoir qu'aux prochaines sessions le sujet reviendra sur le tapis sous une forme ou sous une autre. De plus, c'est une démonstration que la défectuosité de notre système scolaire tout entier commence à être entrevue par nos députés.

Plusieurs membres, au cours du débat sur l'amendement Joly, ont fait une vive critique du genre d'éducation déplorable qui se donne dans notre province, et surtout de l'institution des inspecteurs d'écoles.

En lisant quelques uns des discours de nos honorables députés, on se reporte instinctivement aux articles du *Réveil* ou aux lettres de l'abbé Chandonnet. Ceci ne prouverait-il pas, par hasard, que les idées préconisées par notre journal, d'abord rejetées comme fausses et exagérées, finissent petit à petit par faire leur chemin?

En veut-on encore une preuve évidente, palpable même? Qu'on lise le dernier article de la *Minerve*, organe officieux du gouvernement de Boucherville, article intitulé: "Les Inspecteurs d'écoles," en date du 11 décembre courant. C'est la réverbération des idées émises par le *Réveil* depuis sa fondation. C'est d'un bout à l'autre une critique mordante du présent système scolaire. Qu'on en juge plutôt par les extraits suivants, qui n'ont dû plaire que médiocrement, sans doute, à l'honorable M. Angers. On sait que la mobile déesse a toujours eu des préférences non équivoques pour M. Chapleau et qu'elle se soucie du Procureur-Général actuel comme de l'homme dans la lune.

Les italiques sont de nous :

..... Il n'y a pas à se le dissimuler, les inspecteurs d'écoles ne sont pas en faveur auprès du peuple. On ne les considère pas comme utiles, ils sont mal vus: voilà la vérité pure et simple.

Pourquoi?

Parcequ'ils ne sont pas à la hauteur de leur mission. Nous dirons la chose franchement, non pour blâmer qui que ce soit, non pour accuser le passé, mais pour préparer l'avenir. L'état de choses actuel est le produit d'un passé lointain avec lequel il a fallu compter; en termes plus simples, nous n'avons pas assez de bons inspecteurs parce que nous n'avons jamais eu assez d'argent pour les payer. Le maximum du salaire d'un inspecteur est aujourd'hui de \$1,000. C'est ridicule, si l'inspecteur connaît son métier: ça l'est encore plus, s'il l'ignore. Mais la question est de savoir si nous pouvions faire mieux. Nous croyons que non.

A l'avenir, nous pouvons et nous devons faire de meilleures nominations.

Notre système scolaire a eu ses débuts, et tout début est difficile. *La tactique la plus sensée* aurait été de choisir pour inspecteurs des hommes qui auraient mérité, par leur savoir et leurs aptitudes spéciales, un salaire de \$2,000 par an.

..... N'est pas inspecteur qui veut. *Cette place demande un talent spécial, et pour le dire en passant, le Conseil de l'Instruction publique nous semble se tromper lorsqu'il exige qu'un candidat à l'inspection ait été cinq ans instituteur.* On peut être excellent instituteur et n'avoir pas la moindre des qualités de l'inspecteur, et même, disons le mot, les modestes fonctions d'instituteurs primaires ne peuvent préparer à celles de l'inspection que les talents d'élite. Tout inspecteur devrait être un érudit.

..... Et tu quoque, pourrions-nous dire à la *Minerve*, tu